



DIRECTION GENERALE DU TRESOR
ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

SEMINAIRE-BILAN 2015 ET PERSPECTIVES 2016

RAPPORT GENERAL

YAMOOUSSOUKRO

LES 28 ET 29 JANVIER 2016

Les jeudi 28 et vendredi 29 janvier 2016 s'est tenu, à l'hôtel Président de Yamoussoukro, le Séminaire-bilan 2015 et Perspectives 2016 de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique.

Ce séminaire a permis de faire le point des activités menées au cours de la gestion 2015 et à identifier des actions pour l'année 2016, sur la base des orientations définies par la Direction Générale.

La rencontre a enregistré la participation :

- de Monsieur KONE Adama, Ministre auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances, représenté à la cérémonie d'ouverture par son Directeur de Cabinet, Monsieur Adama COULIBALY et personnellement présent à la cérémonie de clôture ;
- des membres du Comité de Direction élargi du Trésor Public ;
- des représentants des structures syndicales et associatives du Trésor Public.

Le présent rapport fait la synthèse des travaux réalisés au cours du séminaire. Il comprend trois parties :

- la cérémonie d'ouverture ;
- les travaux ;
- la cérémonie de clôture

I- LA CEREMONIE D'OUVERTURE

La cérémonie d'ouverture, présidée par Monsieur Adama COULIBALY, Directeur de Cabinet, représentant le Ministre auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances, a été meublée par deux (2) allocutions.

La première a été prononcée par Monsieur Fofana LASSINA, Directeur Général Adjoint du Trésor et de la Comptabilité Publique. Il a adressé les félicitations de l'ensemble du personnel à Monsieur le Ministre. Il lui a souhaité pleine réussite dans l'exercice de ses nouvelles attributions, avant de le remercier pour les importantes réformes qu'il a opérées au Trésor Public.

Il a ensuite dressé le bilan de la gestion 2015 en termes de mobilisation des ressources, d'apurement de la dette publique et de réformes institutionnelles. Il s'en est suivi l'exposé des orientations pour l'année 2016.

Le Directeur Général Adjoint a, enfin, invité les responsables des différents services et leurs collaborateurs à redoubler d'ardeur pour relever les défis à venir.

La seconde allocution a été faite par Monsieur le Directeur de Cabinet. Dans son intervention, il a exprimé la reconnaissance de Monsieur le Ministre au Chef de l'Etat pour sa nomination.

En outre, il a adressé des remerciements à l'ensemble du personnel du Trésor Public pour les vœux de succès et de réussite formulés à l'endroit du Ministre.

Il a par ailleurs salué le Trésor Public pour ses performances qui ont contribué à l'atteinte des objectifs du Gouvernement.

Enfin, au titre de la gestion 2016, Monsieur le Directeur de Cabinet a engagé les différents services du Trésor Public à décliner les grandes orientations du Gouvernement en actions opérationnelles. Il a particulièrement insisté sur la mobilisation d'un niveau plus important de ressources et la transformation de l'économie.

II- LES TRAVAUX

Les travaux se sont déroulés en deux (2) étapes :

- la présentation de l'état d'exécution du Plan d'Actions 2015 ;
- les reportings des services.

II-1-La présentation de l'état d'exécution du Plan d'Actions 2015

Elle a été effectuée par Monsieur Vassogbo BAMBA, Directeur des Etudes, Méthodes et Organisation.

De son exposé, il ressort que le Plan d'Actions 2015 a été exécuté à 93,53% contre 92,07% en 2014.

II-2-Les reportings des services

Au total, trente-et-un (31) reportings ont été présentés par les responsables des services et structures concernés. Ces communications, suivies d'échanges, ont consisté à faire l'état des réalisations au titre de l'exercice écoulé, à présenter les difficultés rencontrées et à exposer les perspectives pour 2016.

II-2-1-Bilan de l'année 2015

A- L'exécution du Budget de l'Etat

Au titre de l'ensemble des Régies Financières, les ressources encaissées en 2015 se sont élevées à **5 024,3 milliards F CFA** se décomposant selon le tableau ci-après :

Nature	Prévisions (*)	Réalisations (*)	Ecart (*)
Recettes fiscales	2 513,5	2 547,1	+ 33,5
<i>DGI</i>	<i>1 232,4</i>	<i>1 210,3</i>	<i>- 22,1</i>
<i>DGD</i>	<i>1 275,1</i>	<i>1 327,8</i>	<i>+ 52,7</i>
<i>DGTCP</i>	<i>6,0</i>	<i>8,9</i>	<i>+ 2,9</i>

Nature	Prévisions (*)	Réalisations (*)	Ecart (*)
Recettes non fiscales	228,3	304,7	+ 76,4
Ressources du marché des capitaux	1 344,8	1 389,8	+ 45,0
Appuis extérieurs	310,9	323,2	+ 12,4
Autres ressources	470,8	459,5	- 11,3
<i>dont Recettes affectées</i>	<i>177,8</i>	<i>178,5</i>	<i>+ 0,7</i>
<i>Autres (Fonds café-cacao, BACI, BOA)</i>	<i>263,3</i>	<i>263,3</i>	<i>0,0</i>
TOTAL	4 868,3	5 024,3	+156,0

(*) En milliards FCFA

Source DCS (données provisoires)

S'agissant du Trésor Public, les réalisations en matière de recettes se chiffrent à **1 703,4 milliards F CFA** dont :

- **8,9** milliards FCFA au titre des recettes fiscales ;
- **304,7** milliards FCFA au titre des recettes non fiscales ;
- **1389,8** milliards FCFA au titre des ressources mobilisées sur le marché des capitaux.

En ce qui concerne les dépenses payées, elles se sont élevées à **4 669,1 milliards F CFA** dont :

- **2 502,4** milliards FCFA au titre des dépenses obligatoires ;
- **1430,8** milliards FCFA au titre des dépenses prioritaires ;
- **735,8** milliards FCFA au titre des autres dépenses.

Ces résultats ont été obtenus grâce aux actions menées par l'ensemble des services.

B- Les actions menées par les services

1- Au titre de la gestion de la dette publique

Le Trésor Public a pris d'importantes mesures relatives à l'apurement de la dette intérieure et au respect des engagements extérieurs.

En outre, une politique nationale d'endettement public a été élaborée et la Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme a été actualisée.

Par ailleurs, une nouvelle Analyse de la Viabilité de la Dette a été réalisée.

2- Au titre de la surveillance du système financier

Les activités menées concernent :

- le secteur bancaire ;
- le secteur des assurances ;
- les finances extérieures ;
- la lutte contre la criminalité financière ;
- le secteur de la microfinance.

Un accent particulier a été mis sur l'intensification de la surveillance des Banques et Etablissements financiers. Le guide relatif à la procédure d'agrément en qualité de banque a été actualisé.

S'agissant du secteur des assurances, un séminaire sur l'évaluation de certaines dispositions du code CIMA et une campagne de sensibilisation du grand public sur l'importance des assurances ont été organisés.

En outre, des missions de vérification sur pièces et sur place auprès de cinquante-huit (58) bureaux de change manuel ont été menées en vue de veiller à l'application de la réglementation. Il convient de préciser que ces activités ont été réalisées conjointement avec la BCEAO.

Concernant la criminalité financière, un guide de conformité à la Lutte contre le Blanchiment des Capitaux et le Financement du Terrorisme (LBC/FT) pour les compagnies d'assurance a été élaboré.

Par ailleurs, les contrôles accrus des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) et l'instruction des dossiers de demandes d'agrément dans les délais réglementaires ont contribué à l'assainissement du secteur de la microfinance.

3- Au titre de la tenue de la comptabilité

Les actions concernent essentiellement l'amélioration du système d'information comptable. A ce titre, dix-sept (17) instructions comptables et sept (7) notes techniques ont été prises et mises en ligne en vue de réglementer l'activité comptable.

Il convient d'y ajouter le déploiement de l'appliquatif ALJASTER dans quarante-huit (48) circonscriptions financières et la formation des utilisateurs. Un Plan Comptable de l'Etat commenté a été conçu et adopté.

Aussi faut-il relever que les travaux entamés dans le cadre de la mise en œuvre des directives 2009 de l'UEMOA se poursuivent.

4- Au titre du contrôle des services

347 missions d'inspection et d'audit ont été menées. Il s'agit de :

- 164 passations de charges et installations ;
- 157 vérifications ;
- 15 ouvertures de Postes Comptables ;
- 5 fermetures de Postes Comptables ;
- 2 réceptions de valeurs inactives ;
- 3 constats de cambriolages ;
- 1 audit d'évaluation de la mise en œuvre du contrôle interne et de la maîtrise des risques sur le Poste Comptable expérimental et du déploiement du dispositif dans les services du Trésor Public.

5- Au titre de l'encadrement des Agents Comptables des EPN et des Comptables des Collectivités Territoriales

Les activités ont consisté à renforcer les capacités des Payeurs de région en comptabilité matière et des Agents Comptables en analyse et interprétation du compte financier.

Par ailleurs, une rencontre avec la Direction Générale a été organisée à l'effet de les sensibiliser sur l'amélioration de la qualité de leurs relations avec les ordonnateurs.

En outre, un projet de manuel didactique pour les EPN et les Collectivités Territoriales a été élaboré dans l'optique de doter les Comptables Publics de techniques de gestion appropriées.

6- Au titre de la gestion de la trésorerie

Pour une gestion optimale de la trésorerie, le Gouvernement a décidé de la mise en œuvre du Compte Unique du Trésor. Cet outil est en cours d'expérimentation dans des postes pilotes.

7- Au titre de la gestion des dépôts

D'importants efforts d'innovation ont été déployés à la Banque du Trésor. Ils portent notamment sur l'amélioration du dispositif d'accueil et sur la célérité du traitement des opérations aux guichets.

Dans cette dynamique, il convient de noter la création de deux Guichets Automatiques Bancaires et l'ouverture de nouvelles Agences de l'ACCD à Abobo, Grand-Bassam et Port-Bouët.

8- Au titre des autres activités

Dans le cadre d'une gestion optimale des ressources humaines, un applicatif web de gestion de l'organigramme fonctionnel des agents du Trésor Public a été créé.

En ce qui concerne la prise en charge sociale, l'on note une amélioration de la couverture médicale, le respect des engagements envers les partenaires ainsi que la réévaluation du plateau technique des dix (10) structures les plus fréquentées par les bénéficiaires de l'AMAT-CI.

Quant à la prise en charge sanitaire, les actions à relever concernent l'organisation de trois (3) campagnes de vaccination ainsi que d'une activité de conseils en diététique préventive à Abidjan.

En outre, des instruments modernes de formation ont été testés. Il s'agit de l'implémentation de la e-formation dans cinq (5) services et de la constitution d'une base de données des supports de formation accessibles à distance.

S'agissant de la poursuite de la démarche qualité, les activités majeures ont concerné :

- le lancement officiel du déploiement opérationnel du contrôle interne et de la maîtrise des risques dans les services du Trésor Public ;
- le déploiement des outils qualité dans dix-neuf (19) Trésoreries Générales ;
- le maintien des certificats ISO 9001 de l'Agence Comptable de la Dette Publique et de la Trésorerie Générale de Yamoussoukro à l'issue des audits réalisés par l'organisme français AFNOR Certification.

Pour ce qui est de la gestion de la documentation et des archives, un ensemble d'actions ont été menées. Il s'agit notamment de la poursuite du déploiement de bases de données et de la numérisation des documents dans plusieurs services.

Par ailleurs, le Trésor Public a mis un accent particulier sur le développement de la culture institutionnelle, la promotion du mérite et de l'excellence au sein de ses services. Ainsi, outre la sensibilisation des agents à ces valeurs, l'Observatoire de l'Ethique et de la Déontologie du Trésor Public a :

- instruit trente-quatre (34) requêtes émanant des usagers et des agents ;
- coordonné le processus de désignation du Meilleur Agent et du Meilleur Service dans le cadre du Prix d'Excellence.

Relativement à la question du genre, la validation du Document de politique du Trésor Public, appuyé de l'engagement du Directeur Général, marque tout l'intérêt pour ce concept.

Aussi, des actions de formation et de sensibilisation ont-elles été réalisées.

Il ressort, de l'ensemble des communications, des difficultés d'ordre humain, matériel et financier qui entravent le fonctionnement efficace des services. Des solutions ont été proposées à cet effet.

II-2-2- Les perspectives pour 2016

Pour 2016, les orientations de la Direction Générale sont les suivantes :

- 1- poursuivre la promotion des valeurs éthiques ;
- 2- renforcer les capacités du personnel ;
- 3- optimiser la mobilisation des ressources intérieures et extérieures ;
- 4- gérer la trésorerie avec efficacité ;
- 5- assurer la soutenabilité de la dette publique et tenir les engagements pris dans le cadre du règlement des dépenses ;
- 6- accompagner efficacement les banques et établissements financiers dans le financement de l'économie ;
- 7- assainir le marché des assurances ;
- 8- intensifier la surveillance du secteur des Systèmes Financiers Décentralisés ;
- 9- renforcer la fiabilité de l'information financière et comptable ;
- 10- améliorer la qualité des relations avec les clients externes ;
- 11- optimiser la dématérialisation des supports et procédures ;
- 12- consolider le processus de déploiement de la démarche qualité, du contrôle interne et de la maîtrise des risques.

Ces orientations ont été déclinées en 127 actions concrètes qui seront mises à la charge des services dans le cadre du Plan d'Actions 2016.

La mise en œuvre de ces actions nécessite des ressources humaines et matérielles adéquates.

III- LA CEREMONIE DE CLOTURE

Les travaux du Séminaire se sont achevés par la cérémonie de clôture marquée par trois (3) temps forts.

Tout d'abord, Monsieur Fofana LASSINA, Directeur Général Adjoint, a adressé le mot de bienvenue à Monsieur le Ministre, le remerciant vivement pour sa présence. L'occasion était belle pour le Directeur Général Adjoint de revenir sur le mérite de Monsieur le Ministre, à travers toutes les réformes et performances enregistrées sous son autorité en qualité de Directeur Général. Il a achevé son propos par le compte rendu des deux journées de travaux.

Ensuite, Madame ANOMAN née SYLLA Aïssata, Payeur de la Région des Grands Ponts, a fait la lecture du Rapport Général, passant en revue chacune des étapes du Séminaire.

Enfin, Monsieur le Ministre a prononcé le discours de clôture, invitant les agents à la discipline et à la rigueur dans le travail, afin de préserver l'image de marque du Trésor Public et d'améliorer ses performances dans la vie économique et sociale de la nation.

Fait à Yamoussoukro, le vendredi 29 janvier 2016

Pour le Comité Scientifique